



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Paris, le 21 novembre 2016

Monsieur Olivier Noblecourt
Directeur de cabinet
Ministère de l'Éducation nationale, de
l'Enseignement supérieur et de la
Recherche
110 rue de Grenelle
75357 PARIS SP 07

Nos réf. :
FL/FS/BN/5173

Monsieur le directeur de cabinet,

Lors de la réunion conclusive sur l'agenda social de l'enseignement supérieur et de la recherche qui s'est tenue le 7 juillet dernier, Monsieur Bernard Lejeune, alors directeur de cabinet, a confirmé l'adhésion au RIFSEEP au 1er janvier 2017 des personnels ingénieurs des universités et des organismes de recherche (ITRF, ITA) et personnels des bibliothèques. Cette annonce a été reprise dans plusieurs dépêches dont celle de News Tank n° 72896 du 7 juillet 2016.

Or depuis cette date, et malgré nos demandes répétées, aucune concertation ni réunion de travail n'ont été organisées entre les organisations représentatives des personnels et la DGRH. Par ailleurs, lors de la réunion de la commission statutaire consultative du Conseil supérieur de la Fonction publique de l'État (CSFPE) du 30 novembre 2016 des projets de textes seront soumis à l'avis des organisations syndicales. Parmi ces textes, figure un projet de décret visant à reporter les dates d'adhésion de certains corps et emplois. La liste des corps et emplois concernés devra figurer dans un arrêté qui nous n'avons pas reçu à ce jour mais des informations émanant de la DGRH nous laisse penser que les personnels ITRF, ITA et Bib seraient concernés. Pour le Sgen-CFDT, un report de l'adhésion au RIFSEEP de ces agents ne serait pas acceptable et obligeraient le Sgen-CFDT, première organisation au CNESER, à envisager tous les moyens à sa disposition pour défendre les intérêts des personnels qu'il représente.

Aussi, nous vous demandons de nous préciser avant la tenue du CSFPE la situation des personnels précédemment cités.

Nous vous remercions Monsieur le directeur de cabinet de l'attention que vous voudrez bien porter à notre demande et vous prions de croire en notre profond attachement au service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Frédéric Sèvre
Secrétaire général